

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Réforme des universités : les présidents maintiennent la pression

Les présidents d'université ne désarment pas. Après avoir obtenu mercredi gain de cause sur le projet de loi recherche, ils ont remis hier l'ouvrage sur le métier en reprenant leur revendication, déjà ancienne, de réforme des universités. « *Nous voulons une loi d'orientation et de programmation sur l'enseignement supérieur. Nous sommes prêts à y travailler avec le gouvernement et les syndicats. Dans cinq ans, il sera trop tard* », a lancé hier Yannick Vallée, le premier vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU) lors de la conférence de presse de rentrée.

Ces revendications – et notamment l'autonomie – avaient été prudemment mises en sourdine le temps du débat sur la recherche. Mais, à l'approche des échéances électorales, les présidents aimeraient voir ressurgir le débat, régulièrement alimenté par Nicolas Sarkozy ou Christian Blanc. Une série de rencontres avec les responsables politiques est donc en cours.

« Même traitement financier »

Avec le gouvernement, en revanche, la discussion porte surtout sur le terrain financier. « *L'université est encore plus en retard que la recherche* », a rappelé Yannick Vallée, réclamant « *le même traitement financier* » que les chercheurs, à savoir 1 milliard d'euros supplémentaires par an pendant trois ans. Ces dernières semaines,

le gouvernement, qui redoute plus que tout une contagion du mouvement de grève rouennais, a déjà lâché un peu de lest – 110 millions pour la modernisation des bâtiments, 3 millions contre l'échec dans les premiers cycles universitaires... Insuffisant aux yeux des présidents. « *A peine 38 % des jeunes décrochent un diplôme de l'enseignement supérieur. Le gouvernement veut arriver à 50 % mais un échec zéro, ça coûte des euros* », a martelé Yannick Vallée, rappelant également que « *110 millions, c'est une bonne chose, mais qu'il faudrait au moins 1 milliard pour rénover les bâtiments, sans compter Jussieu* ».

Du côté de la recherche, en revanche, le bilan est plus rose : les présidents ont décerné un « satisfecit » au texte. Mais ils se montrent aussi très attentifs à ne pas se laisser déposséder de leurs toutes nouvelles prérogatives. Ils ont déjà promis de surveiller avec « *vigilance* » l'évolution de deux structures fraîchement créées : l'Agence d'évaluation de la recherche, « *qui ne doit pas rester sous la main du CNRS* », et les campus de recherche, qui fédéreront plusieurs structures (écoles, laboratoires, universités). Dans leur collimateur, la toute nouvelle Ecole d'économie de Paris, dont la création semble avoir largement échappé aux universités.

LAURENCE ALBERT